

**Avec Sarkozy, c'est bien  
« Sauve qui peut la Recherche publique » !  
Les Universités en première ligne cet été**

**Il préconise une « véritable révolution culturelle » pour la recherche**

Sa formule choc - le 25 mai au Palais de la Découverte - annoncerait elle la rupture avec « le pacte pour la recherche » initié par le gouvernement de Villepin et adopté par sa majorité UMP au Parlement en avril 2006 ? Ne nous méprenons pas, pour le nouveau président, la panoplie d'outils (ANR, AERES, PRES...) déjà en action ne suffit pas. Le financement sur projet doit être la règle et la vraie rupture est dans l'accentuation du rythme des réformes, avec un « *financement et la fiscalité qui permettent à l'innovation de franchir les portes de laboratoires et de faire progresser l'économie...* ». « *il faut faire preuve de moins de naïveté* » précise t'il, nous voilà prévenu !

**et enrôle la recherche publique et les Universités au service des entreprises sous couvert de grande compétition économique mondiale**

L'intervention de Monsieur François FILLON, son directeur de campagne - aujourd'hui 1<sup>er</sup> ministre, à l'Université d'Orsay le 1er juin, s'inscrit totalement dans cette logique.

Toute référence « publique » est gommée... comme si n'y avait aucune différenciation avec le « privé », les citations sont explicites : « *éthique entrepreneuriale au service de la croissance* », « *savoirs au profit de nos cadres et dirigeants d'entreprises engagés dans la compétition économique mondiale* », « *le défi est que l'effort à accomplir soit véritablement un investissement productif* », et en boucle « *logique de performance* », « *profil d'efficacité* »...

On croirait écouter un big boss d'une entreprise du CAC 40 ! et évidemment, Madame Valérie PECRESSE, en charge de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur confirme qu'elle s'en tient à la « feuille de route » qui décline ces orientations. Sa seule marge de manœuvre est de jouer une stratégie d'écoute tous azimuts, qui n'engage à rien... le temps des élections législatives !



**L'ouverture... dans les relations sociales !**

**Face aux premières attaques concrètes...**

Nous avons repris ici les premiers discours de l'équipe gouvernementale (sachant que le président lui-même s'en présente comme le « super-chef » ) pour souligner l'état d'esprit dominant... Cette volonté se concentre dans un premier temps sur le projet dit d'autonomie des universités, avec une loi prévue dès juillet pour application immédiate. On n'ose pas s'imaginer ce que deviendront des universités amenés à « contracter » leurs formations avec les « acteurs » (patrons) économiques du coin !

Au sein des EPST, la préparation du budget 2007 et les dossiers d'actualité (orientations 2008-2011 au CNRS, restructuration des Unités Expérimentales à l'INRA...) risquent de concrétiser cette accélération de la casse du service public de recherche.

**... organisons la résistance syndicale, pour sauvegarder les missions de services publics et les conditions de travail du personnel.**

Il suffit de l'écouter, ce pouvoir n'a qu'une envie, appliquer rapidement ses idées... après avoir, au mieux, déroulé un semblant de concertation. Le fait d'avoir « gagner les élections » ne donne pas tous les droits à la droite libérale.

- La recherche publique a besoin d'un cadre politique concerté et défini en amont et non en réponse à des demandes de l'aval, cela ne permet pas de construire les questionnements et les réponses scientifiques qui nécessitent du long terme ;

- La précarisation toujours accrue de l'emploi ne permet pas la construction de connaissances scientifiques sur le long terme, les personnels précaires présents doivent bénéficier de droits équivalents.

Nous devons aussi tirer les enseignements de l'initiative « États Généraux » de 2004-2005, où la tentative d'initier un front large de toutes les institutions de la recherche n'a pas permis de contrer le « pacte » imposé par le gouvernement précédent. C'est pourquoi nous restons plus que dubitatifs face au projet « *d'assises de l'enseignement supérieur* » improvisé dans la précipitation fin mai. Nous souhaitons oeuvrer, en lien avec les autres organisations de SOLIDAIRES concernés, SUD-Étudiant, SUD-Éducation, à la construction d'un front de résistance intersyndical large.

**C'est un chantier prioritaire à engager avec les personnels et à tous niveaux.**